

**Discours de l'ambassadeur Roger F. Noriega
Le secrétaire d'État adjoint des É.-U. pour Western Hemisphere Affairs
Conseil des gens d'affaires Canada-États-Unis
Washington, DC**

Le 14 avril 2003

Je vous remercie de votre présentation. Je suis heureux que vous soyez tous venus aujourd'hui.

La relation entre les États-Unis et le Canada

Comme vous le savez, le Canada et les États-Unis partagent une relation profonde, étroite et durable. Nos deux pays ne sont pas uniquement voisins, car il règne une amitié et un esprit de famille entre nous. Nous travaillons en collaboration étroite à un large éventail de questions qui touchent les intérêts de nos pays. Et tout comme cela se produit dans les meilleures familles, nous avons des désaccords de temps à autre.

Malheureusement, ce genre de situation attire les médias, c'est-à-dire des questions telles que le bois d'œuvre résineux, la meilleure façon de lutter contre les terroristes ou la façon d'intervenir dans les cas isolés de la maladie de la vache folle qui ont eu des conséquences sur nos deux pays.

Toutefois, au moment même où nos deux gouvernements règlent leurs différends, nos relations globales demeurent constructives, coopératives et étroites. Chaque jour, nous œuvrons paisiblement à améliorer nos relations et à promouvoir nos valeurs et nos intérêts communs partout dans le monde. Cette situation ne fait peut-être pas la manchette, mais il ne fait pas de doute qu'elle mène à une bonne administration.

Nous venons tout juste de célébrer le dixième anniversaire de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Je vais aborder plus précisément les avantages qu'ont retirés nos deux pays de l'ALENA un peu plus loin. Pour l'instant, je vous fais part du montant qui en résulte, c'est-à-dire qu'avant l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1989 de l'entente entre les États-Unis et le Canada, et celle de l'ALENA en janvier 1994, le commerce bilatéral de produits et services réunis s'élevait à 166 milliards de dollars. En 2003, ce montant atteignait 394 milliards de dollars.

Les États-Unis et le Canada ainsi que le Mexique sont continuellement à la recherche de moyens pour améliorer le climat du commerce et de l'investissement. Il s'agit d'un processus «ascendant» qui se base sur les enjeux que le milieu des affaires a soumis à notre attention.

Les États-Unis et le Canada sont en train de considérer des moyens de moderniser notre Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), qui connaît un succès extraordinaire, dans le but de faire face aux nouvelles menaces, notamment les actes terroristes et les missiles balistiques. En vertu de l'Accord sur la frontière intelligente, nous sommes constamment à la recherche de moyens d'améliorer la sûreté et la sécurité du commerce transfrontalier. J'aborderai cette question plus en détail dans quelques instants.

Sur la scène internationale, les États-Unis et le Canada œuvrent de concert à la réalisation d'un monde plus sécuritaire. Le Canada joue le rôle de chef de file dans la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan et représente un principal partenaire dans la Force multilatérale de transition qui a été envoyée en Haïti en vue d'assurer la stabilisation avant que la mission à plus long terme sous la direction des Nations Unies soit réalisée.

Nous apprécions nos consultations permanentes sur la gamme complète des enjeux au sein de l'Organisation des États américains, dont fait partie le Canada depuis 1990 et où son apport est très constructif.

Le Canada ne faisait pas partie de la coalition en Irak; toutefois, il représente un important donateur de la reconstruction de l'après-guerre, période où nous tentons de ramener la paix et la stabilité ainsi que des progrès et des possibilités chez le peuple iraquien qui a longtemps été opprimé par Saddam Hussein. La Marine royale du Canada a déployé, au moins pour une tournée, la majorité de ses navires de combat à l'appui de la lutte contre le terrorisme dans cette région du monde.

Récemment, le Canada s'est joint à l'Initiative de sécurité contre la prolifération dans le but de lutter contre la dissémination des armes de destruction massive et il assume déjà, à cet effet, un rôle de premier plan.

Ce ne sont que quelques exemples des nombreux enjeux auxquels œuvrent de concert le Canada et les États-Unis. Nos relations sont solides, profitables et productives. Je suis instruit du fait que le président, George Bush, et le premier ministre, Paul Martin, veulent consolider encore davantage nos relations.

Le président et le premier ministre ont participé à une excellente réunion à Monterrey à l'occasion du Sommet extraordinaire des Amériques qui s'est tenu en janvier. Au cours de ce Sommet, le Canada a collaboré avec nous à mettre en avant un programme pratique d'engagements concrets qui sont réalisables à court terme, notamment des initiatives d'anti-corruption, des réformes en éducation, et des mesures visant à faire démarrer rapidement les petites et moyennes entreprises dans les Amériques de manière à ce qu'elles deviennent un moteur de la création d'emplois.

Ce mois-ci, le premier ministre, Paul Martin, se rendra à Washington, soit les 29 et 30 avril, afin de rencontrer le président. Nous attendons cette visite avec impatience. Je suis convaincu que ce sera une autre réunion productive et fructueuse. Nos deux pays continueront de concerter leurs efforts pour faire progresser leurs intérêts et leurs valeurs en commun dans l'hémisphère occidental et à l'échelle planétaire.

Relations commerciales américaines et canadiennes

Le Canada est notre partenaire dans nombre des efforts ayant rapport au commerce. Nous possédons une relation extrêmement vaste et profonde étant donné que, à la base même, nous avons des intérêts et des valeurs en commun. Nos relations commerciales constituent l'exemple le plus évident de notre intérêt commun. On fait souvent remarquer que le commerce des États-Unis et du Canada est le commerce le plus considérable et le plus rentable au monde. Vous êtes au courant de la situation générale aussi bien que moi. Un grand nombre d'industries, incluant l'industrie de l'automobile, des communications et de l'énergie, se sont intégrées à un tel point que nous ne serons jamais en mesure de les désolidariser entièrement. Les responsables américains et canadiens œuvrent constamment pour améliorer cette relation et pour la rendre plus efficace et plus sécuritaire.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, le commerce des États-Unis et du Canada a représenté un montant estimatif de 394 milliards de dollars en produits et services l'année dernière. Ce montant peut se traduire par près de 1,1 milliard de dollars en *produits* qui traversent notre frontière chaque jour, en des investissements transfrontaliers et en activités touristiques dépassant la somme de 42 milliards de dollars par année.

La moitié des montants d'argent canadiens consacrés aux investissements à l'étranger est acheminée vers les États-Unis et quelque 60 p. 100 des montants en investissements étrangers au Canada proviennent des États-Unis. En plus de nos produits, de nos services et de notre

capital, nos citoyens traversent la frontière au rythme de 200 millions par année, ce qui représente un demi-million de personnes par jour, dans plus de 80 postes frontaliers situés de l'Alaska au Nouveau-Brunswick.

Avant que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALÉ) entre en vigueur le 1^{er} janvier 1989, le commerce bilatéral de produits et services réunis s'élevait à 166 milliards de dollars. Les échanges bilatéraux de produits ont augmenté de plus de 120 p. 100 depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, et selon certaines estimations, de plus de 150 p. 100. En outre, si l'on ajoute les services, le total des échanges bilatéraux s'est accru encore davantage. Le quart des emplois au Canada sont reliés au commerce international et les salaires des emplois dans le secteur du commerce s'élèvent en moyenne à 35 p. 100 de plus que les emplois qui n'y sont pas reliés.

Le ralentissement économique qui a eu lieu de l'an 2000 à 2002 a produit des effets, tout comme l'événement du 11 septembre, le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et la crise de la vache folle. Toutefois, des indices démontrent que la situation actuelle est à la hausse et que les économies de nos pays reprennent des forces.

Dans nos deux pays, la fabrication est à la hausse ainsi que les emplois, les salaires et les exportations, se traduisant par des montants considérables et résultant en partie de notre collaboration de libre-échange.

Un quart des emplois canadiens et un cinquième des emplois américains sont reliés au commerce international. Ces emplois sont bien rémunérés, soit des salaires pouvant s'élever jusqu'à 35 p. 100 de plus que les emplois non reliés au commerce international.

Au moins le tiers des échanges mondiaux sont effectués en Amérique du Nord, entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Ensemble, nous représentons 19 p. 100 des exportations mondiales et le taux colossal de 25 p. 100 des importations à l'échelle mondiale.

Cette relation économique est la source de l'intérêt commun que nous partageons envers une politique commerciale multilatérale. Nos deux pays cherchent activement à réaliser une stratégie de libre-échange dynamique au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et par l'entremise de négociations relatives à une zone de libre-échange des Amériques.

Nos objectifs respectifs envers la *Doha Round* à l'OMC suivent la même direction, c'est-à-dire effectuer une réforme du commerce des produits agricoles et réduire les subventions à l'exportation agricole, ouvrir les marchés et réduire les tarifs douaniers des produits et services ainsi que renforcer les règlements en matière de commerce international.

Étant donné que nous connaissons de première main les avantages du commerce, nous œuvrons ensemble à leur expansion chez nos voisins qui se trouvent partout dans les Amériques. Le Canada a prouvé qu'il est un fervent partisan de la zone de libre-échange des Amériques. En fait, celui-ci a assumé la présidence au cours des dix-huit premiers mois de négociations et a organisé une réunion ministérielle. Par conséquent, la direction du Canada dans ce domaine est absolument essentielle.

Sécurité intérieure

Un autre secteur où il existe une intense collaboration est, naturellement, la défense intérieure. Assurer une protection de nos frontières et de nos artères de commerce et de transport est d'une importance capitale; d'ailleurs, notre gagne-pain et notre vie en dépendent. Pendant deux ans et demi, nous avons collaboré avec assiduité en vue de créer une frontière commune qui est sécuritaire et efficace. Une frontière qui nous unit et non pas nous divise. Nous avons accompli des progrès considérables. Toutefois, il est juste d'affirmer qu'il nous reste encore beaucoup à accomplir.

Des attentes en ligne sur 4,8 kilomètres aux principaux passages frontaliers, comme Niagara-Buffalo et Windsor-Detroit, sont bien trop fréquentes. Les limites des espaces et des infrastructures ainsi que les problèmes liés au recrutement en personnel sont la source de frustrations. Les répercussions sur les activités commerciales sont graves et elles imposent des changements à la façon dont les entreprises font des affaires. Le tourisme est à la baisse, non seulement à cause du SRAS ou des différences qui existent dans les opinions politiques, mais également en raison de la perception du public qui veut que le fait de traverser la frontière est devenu trop contrariant.

Nous travaillons en collaboration étroite avec le gouvernement du Canada en vue d'améliorer la sécurité aux frontières et d'assurer l'efficacité du déplacement des personnes et des marchandises. Nous collaborons avec celui-ci dans le but de faire l'inspection du chargement des conteneurs à leur entrée et d'assurer la protection des infrastructures essentielles et des mesures biosécuritaires. En décembre 2001, M. John Manley et M. Tom Ridge ont lancé un plan d'action en 30 points afin de créer une frontière sécuritaire et «intelligente» dont pourrait profiter nos deux pays.

Dans le cadre de cet effort, nous avons déployé d'autres officiers d'immigration à l'étranger et œuvré à la coordination de nos politiques en matière de visa. Nous avons élargi notre échange de renseignements, mis au point des normes communes relatives à l'inspection des passagers, et fait l'échange d'agents de douanes dans nos principaux points d'entrée dans le but de collaborer à l'inspection du chargement des conteneurs à leur entrée. En outre, le Canada est le premier pays qui s'est joint à nous dans le but de mettre en place notre Initiative de sécurité des conteneurs visant à inspecter le chargement des conteneurs à leur entrée.

Au cours des deux dernières années, nous avons élargi notre programme NEXUS à l'intention des voyageurs fiables. Le programme est mis en application dans onze passages frontaliers à grand débit. Le 1^{er} mars, le Whirlpool Rapids Bridge à Niagara Falls est devenu le premier passage frontalier à adopter entièrement le programme NEXUS aux véhicules à voyageurs. Nous espérons aussi élargir ce programme dans le but d'inclure les voyageurs de transport aérien. Nous sommes en train de mettre au point des programmes pilotes destinés au programme NEXUS-Air.

Notre programme EXPRES (Free and Secure Trade ou FAST en anglais) a amélioré la sécurité des chargements transfrontaliers tout en accélérant la circulation des camions de transport. Le programme a recours à un partenariat des secteurs public et privé afin de créer une chaîne d'approvisionnement sécuritaire de produits à faible risque provenant de fournisseurs connus.

Les chargements de ces fournisseurs seront expédiés à notre frontière commune, libérant ainsi nos agents de douanes afin qu'ils se concentrent sur la circulation des voyageurs moins connus et, par conséquent, à risque plus élevé. À l'heure actuelle, le programme EXPRES est opérationnel dans douze passages frontaliers à haut débit réservés au transport commercial. D'ici la fin de 2004, 27 passages frontaliers réservés au transport commercial posséderont la capacité EXPRES.

En janvier 2004, on a procédé à l'ouverture des voies EXPRES au passage frontalier Port Huron-Sarnia. Au début d'avril, nous prévoyons ouvrir une voie destinée à ce programme au passage frontalier Champlain-Lacolle.

Nos organismes d'application de la loi œuvreront de concert afin de s'attaquer au trafic de stupéfiants, au trafic des personnes et au terrorisme. La collaboration que nous avons obtenue des organismes d'application de la loi et des services de renseignements du Canada a été rien de moins qu'extraordinaire.

Dans le cadre de l'Accord sur la frontière intelligente, nous avons procédé à la création et à la mise en place des équipes intégrées de la police des frontières qui assurent une collaboration et une coordination en matière de procédures bilatérales visant à contrer les activités criminelles et les activités terroristes potentielles aux frontières. Nous avons actuellement quatorze unités d'équipes intégrées de la police aux frontières qui œuvrent d'une extrémité à l'autre de la frontière des États-Unis et du Canada.

Tout notre travail consiste en fait à préparer le terrain pour les autres, c'est-à-dire des gens comme vous qui participent à la croissance de nos économies. Hommes et femmes d'affaires, membres de la société civile, consommateurs et travailleurs, vous êtes tous les particuliers qui effectueront les dures tâches dans cette relation. Vous serez chargés de fabriquer les produits destinés à l'exportation, d'assurer les services qui sont nécessaires aux autres et d'adopter la vision à long terme qui permettra au commerce d'améliorer notre vie.

Il revient à nous de rendre votre tâche plus facile. Lorsque vous réfléchissez sur la relation entre le Canada et les États-Unis, je vous encourage à songer aux avantages offerts par notre localisation géographique. Il n'y a pas de doute que nous y songeons. Nous considérons que nos relations sont très importantes et lorsqu'il est question d'intégration aux États-Unis, nous espérons que le Canada sera toujours en avance sur le reste du monde en matière de politique de sécurité, de politique économique et de capacité aux frontières. Ainsi, le Canada «grandira en harmonie» avec les États-Unis, et ce, en englobant toutes les notions de cette expression.

La politique sur l'hémisphère occidental de l'administration Bush

Pour parler de choses plus générales, nous percevons le Canada comme un partenaire et un bon voisin parce qu'il collabore avec nous à la réalisation d'un meilleur environnement. L'objectif de la politique sur l'hémisphère occidental de l'administration Bush vise à créer un ensemble de nations démocratiques, stables et prospères dans les Amériques. Je crois qu'il s'agit du genre de communauté où la majorité des Canadiens se sentiraient à l'aise eux aussi. Pour atteindre ce but, les États-Unis font la promotion dans l'hémisphère de quatre politiques interdépendantes et qui s'appuient l'une sur l'autre, soit renforcer les institutions démocratiques, créer les conditions favorables à la croissance économique, investir dans les ressources humaines et appuyer la sécurité.

Nous sommes au courant que la démocratie ne se limite pas seulement à des élections. La démocratie représente une culture qui relie les institutions et les principes; des institutions comme les partis politiques et des principes comme la primauté du droit. Depuis les dernières décennies, les pays ont fait des progrès considérables envers la démocratie d'un bout à l'autre des Amériques. À présent, il faut réaliser l'imposante tâche de mettre en place des réformes et d'édifier des institutions. Dans ce but, nous travaillons de concert avec nos voisins des Amériques pour que cela devienne réalité.

En plus de promouvoir la démocratie et la liberté, nous sommes conscients qu'il faut ouvrir la porte aux possibilités à l'intention des populations dans l'hémisphère pour lesquelles ce droit était refusé par le passé. Des centaines de millions de nos voisins, soit plus de la moitié de la population de tout l'hémisphère, vivent dans la pauvreté, une pauvreté chronique qui existe depuis plusieurs générations. Nous devons créer le climat favorable à la croissance économique et au progrès dans les Amériques. Nous devons faire en sorte que tous les citoyens de notre hémisphère aient la chance de posséder leur propre richesse et de contribuer à la prospérité en général. Le libre-échange constitue la meilleure façon au moyen de laquelle les États-Unis peuvent venir en aide à leurs voisins sur le plan économique. Ce qui a porté fruits aux États-Unis, au Canada et au Mexique peut être le cas pour chaque pays de l'hémisphère. C'est la raison pour laquelle nous œuvrons à la réalisation de la zone de libre-échange des Amériques ou ZLEA.

La ZLEA sera la source de possibilités et procurera de puissantes motivations économiques en matière de croissance et d'avancement. Les citoyens de l'hémisphère devront posséder certaines

compétences et installations pour profiter des possibilités qui se présenteront à l'avenir; ceux-ci nécessiteront des soins de santé adéquats et une éducation appropriée. Voilà pourquoi le fait d'investir dans les ressources humaines constitue une priorité pour l'administration, et ce, autant au pays qu'à l'étranger.

Le président a annoncé un nouveau programme intitulé le «*Millennium Challenge Account* (MCA)». Ce programme constitue une nouvelle approche concernant l'aide étrangère. Ces sommes d'argent seront acheminées vers les pays qui sont pourvus d'une administration juste et honnête; qui observent la primauté du droit; qui luttent contre la corruption; qui promeuvent la liberté économique et investissent dans le capital humain. Nous sommes d'avis que le MCA incitera les gouvernements à surmonter le défi lié aux soins de santé et à l'éducation dans les pays en développement.

Enfin, nous collaborons avec nos amis et alliés de l'hémisphère dans le but de protéger les Amériques contre les menaces provenant des terroristes, des trafiquants de stupéfiants et des organisations criminelles transnationales. Nous savons par expérience que l'événement du 11 septembre nous rappelle à tous notre vulnérabilité. Bien au-delà de nos frontières, nous devons avoir des alliés puissants dans notre hémisphère afin de remporter la guerre contre le terrorisme. C'est pourquoi nous œuvrons avec nos partenaires dans les Amériques afin de renforcer et réorganiser leurs capacités en matière de sécurité afin de pouvoir contrer ces menaces.

Voilà quelques moyens utilisés par l'administration Bush dans le but de faire participer nos voisins et d'édifier un meilleur environnement. Les principes qui nous orientent dans ces efforts sont les mêmes que les principes auxquels se conforment les États-Unis et le Canada et qui se sont avérés si avantageux pour nous, que ce soit sur le plan individuel ou collectif. La relation entre les États-Unis et le Canada représente un modèle de collaboration et d'avancement pouvant être réalisé par les pays d'un commun accord. Je suis très fier de cette relation et je sais que le secrétaire d'État, Colin Powell, et le président, George Bush, le sont également. J'espère que vous continuerez de collaborer avec nous afin que cette relation nous serve d'appui et de prolongation.

Merci beaucoup.

